Régis Boulat, *Jean Fourastié, un expert en productivité. La modernisation de la France (années 1930–années 1950)*

François Denord

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/4158>

DOI : 10.4000/travailemloi.4158

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 30 mars 2009

Pagination : 93-94

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

François Denord, « Régis Boulat, *Jean Fourastié, un expert en productivité. La modernisation de la France (années 1930–années 1950)* », *Travail et Emploi* [En ligne], 117 | janvier-mars 2009, mis en ligne le 15 mars 2011, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/travailemloi/4158> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/travailemloi.4158>

---

pays comme l'Angleterre. Comparer la structuration du patronat de métallurgie française avec celui d'un pays auquel on prête habituellement, dans le domaine des négociations, des caractéristiques opposées – négociations locales ou décentralisées dans le cas de l'Angleterre, négociations centralisées dans le cas français – permettrait sans doute de nuancer l'hypothèse d'une « spécificité française » longtemps dominante par rapport à certains pays européens (le comblement par l'État de la faiblesse des corps intermédiaires, et l'intervention permanente et importante de l'État par la loi, la réglementation et les services de son ministère du Travail (6)). Autrement dit, les métallurgistes Anglais et Français se sont-ils réciproquement observés pour répondre à une même question : trouver des latitudes d'action, même si des solutions différentes ont été apportées des deux côtés de la Manche ?

L'ouvrage, qui s'arrête lors du vote de la loi sur les conventions collectives en 1950, ouvre cependant la voie aux chercheurs qui s'intéressent à la période ultérieure et notamment à l'émergence d'institutions patronales européennes, aux rapports entre structures représentatives des patronats nationaux et transnationaux et aux formes de mobilisation collective du patronat européen – qui se distinguent des organisations nationales enracinées dans une longue histoire : affranchies de cette histoire et des formes de régulations nationales, sont-elles plus à même d'intégrer la diversité des patronats ?

Certes, une histoire de l'UIMM de 1950 à nos jours paraît hypothétique, lorsqu'on connaît comme l'auteur les difficultés d'accès aux sources de cette organisation sur les périodes plus proches de nous. Mais une voie de prolongements possibles réside dans l'histoire de grands accords sur le travail et l'emploi, signés ou non signés, de l'après Seconde Guerre mondiale, et du rôle de l'UIMM dans cette histoire. Une telle histoire est possible à partir des archives de l'ensemble des organisations syndicales et professionnelles, à même de palier la destruction d'une partie des archives de l'UIMM concernant cette période. Quel rôle les responsables des organisations patronales et ouvrières ont-ils réellement été amené à reconnaître à l'État avant et après 1968, et réciproquement ? Alors que c'est du côté patronal qu'est venu le système paritaire, on peut se demander quel fut le rôle de l'UIMM dans la promotion d'une conception du paritarisme comme capacité de gestion à surmonter les différences d'intérêts entre interlocuteurs sociaux (et concrètement dans la négociation de l'accord UNEDIC de 1958). Après 1950, sauf exception, le rapport entre la loi et les négociations de branches doit être reconstitué au cas par cas (7) et l'ouvrage de Danièle Rousselier en constitue un point de départ.

(6) Cf. Vincent Viet, « Cent ans de relations sociales : un fil d'Ariane pour une histoire du ministère du Travail ? », *Revue française des affaires sociales*, avril-juin 2001.

(7) Annette Jobert, *Les espaces de la négociation collective, branches et territoires*, Toulouse, Octarès, 2000.

Jean Fourastié, un expert en productivité. La modernisation de la France (années 1930 – années 1950)

Régis Boulat

Presses universitaires de Franche-Comté, 2008

Lu par François Denord (*)

De Jean Fourastié, beaucoup se souviennent qu'il a inventé la formule « les Trente Glorieuses ». Sa renommée aurait pu à elle seule justifier une biographie. Issu d'une thèse de doctorat d'histoire soutenue à l'université de Franche-Comté, le livre de Régis Boulat doit pourtant peu à ce genre académique. S'il rend compte de la trajectoire de Jean Fourastié, c'est comme véhicule de la notion de productivité en France entre les années 1930 et 1950. Praticien et expert de l'économie, haut fonctionnaire, enseignant à l'EPHE, à l'ENA, à Sciences-Po et au CNAM, ce « modernisateur » a traversé tant d'univers sociaux que la connaissance de son itinéraire enrichit l'histoire économique, l'histoire sociale, l'histoire des relations internationales et l'histoire des sciences sociales. La productivité constitue, en effet, un enjeu pour de très nombreux secteurs que seuls quelques individus multipositionnels mettent en relation. Jean Fourastié fait partie d'entre eux.

L'ouvrage débute par un panorama des lieux où s'élabore durant la Seconde Guerre mondiale un regard neuf sur l'économie. Dans le prolongement des années 1930, la question de la « productivité » s'impose progressivement, même si elle ne porte pas toujours ce nom. On parle tantôt de rationalisation ou de normalisation, tantôt de progrès technique. Le thème mobilise des vichyssois, des résistants, parfois les deux. Grâce à ses propres sources et analyses, Régis Boulat enrichit la très vaste littérature consacrée au sujet. Il identifie en outre des acteurs aux profils atypiques et des instances, parfois difficilement classables si l'on s'en tient à des typologies préétablies. Bien que situées dans le giron du régime de Vichy, elles disposent souvent d'une assez large autonomie. Ainsi du service des monographies industrielles intégré au Centre d'information interprofessionnel où officient Henry Fayol et Rotislaw Donn ou de l'Institut de conjoncture d'Alfred Sauvy. André Vincent y initie une approche statistique du progrès technique. Mais il manque encore à cette histoire le grand héraut du productivisme, Jean Fourastié, auquel est consacré

* Chargé de recherche CNRS au Centre de sociologie européenne (université Paris 1).

le chapitre 2 de l'ouvrage. De manière précise, et sans pathos, l'auteur présente le milieu familial, la formation à la croisée des études scientifiques (École centrale) et juridiques (faculté de droit et École libre des sciences politiques) puis la construction progressive d'une position d'expert en matière d'assurances et de comptabilité. Enseignant au CNAM, auteur de plusieurs titres de la collection «Que-sais-je» remarqués des professionnels et des savants, Jean Fourastié éclipse ses devanciers.

Dans les deuxième et troisième parties du livre, Régis Boulat mêle les deux fils qu'il avait précédemment tirés. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'impératif de reconstruction fait de la productivité un cheval de bataille national. Le modèle américain est dans toutes les têtes, la supériorité de son industrie constituant le mystère à percer. Des organismes spécialisés se mettent en place comme le peu connu Serve d'analyse industrielle de l'ambassade de France à Washington. Les milieux de l'organisation se saisissent de la question (CNOF, CEGOS, AFNOR, *etc.*), de même que le Commissariat général du Plan, sous la houlette de Jean Monnet et de Robert Marjolin. C'est dans ce cadre que ressurgit la figure de Jean Fourastié, introducteur en France de l'œuvre de Colin Clark. Elle nourrit sa réflexion et en particulier sa «théorie générale de l'évolution économique» qui confère à la productivité une place centrale. Régis Boulat suit minutieusement la réception des travaux de Fourastié, allant des revues généralistes (*Esprit* ou *Critique* par exemple) aux périodiques spécialisés, savants ou non. Il montre comment le conseiller de Monnet se fait le prophète écouté d'une «civilisation tertiaire».

Mais la question de la productivité n'est pas seulement une affaire de théorie économique. À l'heure du plan Marshall et de la Guerre froide, l'expertise américaine sur le cas Français se renforce, notamment au *Bureau of Labor Statistics* et avec les premières contributions de l'*Anglo-American Concil on Productivity*. Le Commissariat du Plan devient l'interlocuteur privilégié des modernisateurs américains et produit sa propre expertise au sein de la «sous-commission productivité de la main-d'œuvre». Surtout, les premières missions de productivité partent à la découverte des États-Unis. Persuadées de la nécessité de relever l'économie française pour se prémunir du danger communiste, les autorités américaines permettent à la question de la productivité de s'institutionnaliser. Leur aide

a pour objectif de coordonner les différentes actions menées et d'en initier de nouvelles. En février 1950 naît ainsi l'Agence française pour l'accroissement de la productivité (AFAP), puis en juin le Comité national de la productivité (CNP). Progressivement se constitue un «bataillon sacré de la productivité» dont Régis Boulat esquisse une sociologie en recourant d'une part, à des analyses de réseaux sociaux et d'autre part, à quelques traitements de statistiques descriptives appliqués à des données prosopographiques. Ils révèlent une dynamique chronologique et des lignes de clivages qui traversent le groupe (effets d'âge, de formation, de secteur d'appartenance, *etc.*). En 1953 apparaît enfin un Commissariat général à la productivité dont la direction échoit à Gabriel Ardant. Ce proche de Mendès France tente de rationaliser le programme français de productivité, notamment la gestion des subventions et prêts à accorder. Son institution se dilue cependant au sein du Commissariat du Plan en 1959.

L'ouvrage de Régis Boulat se clôt avec cet épisode. L'une de ses principales forces est de parvenir à faire tenir ensemble les diverses dimensions du problème de la productivité, de l'histoire de l'État à celle de la diplomatie américaine en temps de Guerre froide. Il rend compte ainsi de processus qui se déroulent avec des temporalités différentes dans des milieux parfois relativement peu étudiés : celui de «modernisateurs» considérés ici hors des grandes directions ministérielles et loin des discours héroïsant popularisés par les mémoires et les récits autobiographiques ; celui d'économistes qui ne correspondent pas au canon universitaire classique et figurent au nombre de ceux qu'André Marchal appelait au début des années 1950 des «économistes d'observation». *Jean Fourastié, un expert en productivité* mobilise de très nombreuses sources, notamment archivistiques : l'auteur a consulté des fonds publics et privés, en France et à l'étranger (Suisse, États-Unis). L'étendue des dépouillements impressionne. S'y ajoutent quantité de sources imprimées et une parfaite maîtrise de l'historiographie française et internationale. Tous ces éléments font de cet ouvrage une somme qui livre beaucoup d'éléments nouveaux et qui, lorsqu'il traite d'aspects plus classiques, le fait sous un angle original : en insistant sur les réactions syndicales, par exemple, tant ouvrières que patronales ; en resituant les débats économiques dans des lieux, des groupes et des moments. Bref, en proposant une histoire sociale d'une question politique et économique de première importance.